

L'INDE
A LA VEILLE DE LA GUERRE
DE 1778
ET
LES DEUX POLITIQUES
DES FRANÇAIS

PAR
ROGER GLACHANT

AVANT-PROPOS
BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

PREMIERE PARTIE
L'ETAT DE L'INDE

A l'arrivée du général Léonard de Bellecombe à Pondichéry comme gouverneur en 1777 l'Inde est divisée ainsi :

I. — Le Nord ou INDOUSTAN, où règnent la corruption et la barbarie. On y trouve :

Le Mogol;

Le Soubab d'Oude à l'Est;

Le Nabab du Bengale (sous la domination anglaise);

Les Rohillas, peuple Afgan, les Sicks, les Radjpoutes et les Djattes;

La province de Tatta.

En face :

Les Anglais, très hostiles aux Français. Importance prépondérante de Calcutta.

Les Français n'ont au Nord de l'Inde que la ville de Chandernagor qui diminue graduellement d'importance. Chevalier, gouverneur de la ville depuis 1763, forme trois projets successifs :

l'alliance avec le Soubab d'Ouda par le moyen du colonel Gentil;

l'alliance avec le Mogol;

puis l'établissement dans la province de Tatta par le moyen de René Madec.

La plus claire et la première raison de la faillite de ces desseins est que le ministre n'y voulut pas souscrire. Chevalier conserva des accointances avec les princes du Nord dans l'intention de les faire servir au moment de la guerre, mais il fut fait prisonnier à Catec en 1778.

II. — Le Sud. Au sud des monts Vindiah, trois grandes puissances indiennes, ennemies :

La confédération des Marates. Ils veulent réaliser l'unité indoue mais sont en fait divisés. On distingue les Marates Occidentaux ou Grands Marates (empire de Sindia, empire du Holkar, empire du Gaikwar Futa Sing, empire de Pouna) possédant la côte du Concan; les Marates orientaux ou petits Marates (Bérar et Catec. — Le raja de Bérar est ami des Anglais), et de petites principautés.

Le Soubab du Décan.

Le royaume de Mysore avec Haïder-Ali. Il possède la côte de Carward à Calicut. Haïder est plein du désir d'imiter les Occidentaux. Mais la méfiance des Européens et le désir de s'en servir sans les avantager dominant toutes ses actions.

Les autres *Européens*, Danois, Hollandais (alliés au roi de Travancore) et Portugais, comptent peu.

Les Anglais ont trois présidences : Bengale, Madras (qui étend sa domination sur le Carnatic) et Bombay, relevant du gouverneur général de Calcutta, Warren Hastings. Leur commerce est prospère. Ils ont un grand nombre de factoreries sur divers points, entre autres à Surate. La compagnie anglaise affirme son autorité en imposant des tributs aux princes, par ses revenus, par ses cipayes.

DEUXIEME PARTIE

LA POLITIQUE FRANÇAISE

Indépendamment de leurs vues sur l'Indoustan les Français envisagèrent trois théâtres d'opérations :

les bouches du Gange où rien n'eut lieu;

la côte de Coromandel, avec l'alliance d'Haïder-Ali;

la côte du Concan, avec l'alliance des Marates.

La préférence donnée au second fut l'une des causes de leur échec.

I. — *Les ministres.*

Ils doivent être étudiés dans leur personnalité et dans les idées qui les guidèrent pour comprendre cette guerre. Ici on touche aux causes d'ordre général par lesquelles l'effort pour abattre les Anglais resta faible. Tout d'abord, ce qui affaiblissait l'autorité dans la métropole et dans la colonie, gêna leur action dans l'Inde. Puis leur politique procède d'un principe négatif : faire du tort aux Anglais plutôt qu'obtenir des avantages aux Français.

Gabriel de Sartine (1729-1801) ministre de la marine de 1774 à 1780. Bon administrateur (réorganisation de la marine) mais qui ne sait pas commander. Il a un bon gouverneur de Pondichéry, Bellecombe.

Le marquis de Castries (1727-1801) succède à Sartine. Il sait commander et reconnaître les capacités. Mais cet effort vers l'énergie restera vain par les causes d'affaiblissement que l'étude de la politique de Coromandel va montrer, par le mauvais choix d'un théâtre de guerre.

II. — *La politique à Coromandel.*

Law de Lauriston, gouverneur de Pondichéry, de 1770 à 1777, connaît l'Inde mais est un irrésolu. A partir de 1777, Bellecombe, peu au courant de l'Inde, estime nécessaire l'alliance d'Haïder-Ali aux dépens de la politique du Concan, d'ailleurs soutenue par un ennemi de Law. Mais Haïder demandait des garanties sérieuses avant de s'engager avec les Français, garanties qu'il était difficile de lui fournir. Cette politique devait échouer à cause de la force de l'adversaire, de la faiblesse commerciale et militaire des Français et de la division du commandement (Inde et Ile-de-France, terre et mer), de l'inconséquence de leurs alliés indiens, du caractère d'Haïder-Ali.

Bellecombe ne voulait pas faire de conquêtes mais maintenir et fortifier Pondichéry et Mahé. Ses efforts portèrent sur quatre points :

relever Pondichéry, y rétablir la justice et l'ordre;
étudier la possibilité d'un établissement à l'Ile-du-

Roi;

reconstituer une autorité du gouverneur de Pondichéry sur les établissements au-delà du Cap de Bonne-Espérance;

resserrer son alliance avec Haïder-Ali.

Le désordre général et le manque d'autorité entravèrent ses desseins. Pour ses projets d'établissements à proximité de l'Inde il organisa des voyages d'études, de propagande, de protection et de reconnaissance, comme ceux de Tronjoly sur « Le Brillant ». Il eut contre lui l'hostilité de Tronjoly pénétré à l'avance de la vanité de ces efforts.

Désordre du corps d'officiers de marine de l'Ile-de-France causé par l'absence d'une autorité sur place.

III. — *La politique au Concan.*

Elle fut l'œuvre d'un homme décrié mais dont le projet avait le plus de chances de succès, Pallobot de Saint-Lubin.

La carrière de Saint-Lubin comprend une partie d'aventures privées et une partie d'aventures officielles séparées par la date de 1770. A cette date il est arrêté à l'Ile-de-Bourbon, venant de l'Inde, puis embarqué pour la France où il est embastillé le 17 juin 1773. Mais il a l'art de se justifier de multiples accusations auprès du lieutenant-général de police, Sartine. En outre, une fois libéré, le 2 juillet 1773, il devient le conseil du ministre de Boynes, puis de Sartine, ministre à son tour, durant les années 1773 à 1776. Sartine le met à l'épreuve.

Saint-Lubin s'en va chez les Marates : le 26 mars 1776 il est chargé par Sartine d'aller négocier un traité de commerce avec le Peichoua (maharaja d'Indoustan). Des instructions précises, données le 22 avril, lui enjoignent d'obtenir : des conditions de commerce privilégiées, des concessions de terrain et une alliance offensive et défensive.

Embarqué le 19 septembre à Bordeaux sur « Le Sartine » il est à Mahé le 12 février 1777, puis gagne Surate et Pouna. Son journal de légation et la copie de ses transactions avec les marates, qu'il envoie au ministère en juillet 1777, indiquent que Saint-Lubin a eu l'audience de Mahaderaao, roi des marates (le Peichoua) et qu'il a obtenu ce qu'il a voulu; que le traité a été signé le 18 juin, l'alliance jurée le 23; que les marates ont accordé des consulats à Chaoul et dans tous les ports qui conviendront au roi de France.

Saint-Lubin ne paraît pas avoir outrepassé ses pouvoirs comme on l'en a accusé. Le zèle des Marates à réclamer notre alliance après son départ montre qu'il était en bons termes avec eux quand il les a quittés. Sa mission est peu connue et les documents manquent sur elle : c'est la faute de son passé qui fait que dans les établissements français on ne veut point le considérer. Ses efforts, contre lesquels les Anglais réagirent avec une vigueur particulière, restent hors de la politique officielle.

Cette alliance a mécontenté Bellecombe qui craignit de la voir entraîner les Français à aider les Marates contre Haïder. Cette rivalité a préparé la chute de Saint-Lubin, chute décidée par Sartine et consommée par Castries, et qui résulte de l'effroi du ministre devant une politique décidément engagée, de l'abandon de la politique marate pour celle de Coromandel, de la condamnation d'un personnel politique jugé malsain et incapable.

La catastrophe du vaisseau « Le Sartine » que Saint-Lubin avait conduit au Concan (mévente de la cargaison, échec du voyage en Chine, ruine de l'armateur Laffon de Ladebat) compromet la réputation de la France chez les Marates et est un nouvel atout

pour les adversaires de Saint-Lubin. C'est elle qui fera tomber Saint-Lubin en réalité, non pas la condamnation de sa politique.

Proposition de traité d'alliance avec les Marates.

Les Anglais, manifestement effrayés par les succès de Saint-Lubin ripostent : alliance avec Haïder; encouragement au raja de Bérar à profiter de la minorité de Mahaderaao dont il convoite le trône.

Ils font prendre par un traître Pouna, le 25 mars 1778 et proclamer Ragoba, grand-oncle et compétiteur de Mahaderaho, comme Peichoua. Les Marates font à Saint-Lubin des propositions tendant à obtenir des secours français (l'alliance française ne devant jusque là jouer qu'en cas de conflit continental avec l'Angleterre). Saint-Lubin se rend à Daman pour s'embarquer et porter au ministre les propositions marates (août-septembre 1778). Obligé d'attendre jusqu'en décembre il apprend l'ouverture des hostilités franco-anglaises sur le continent et surseoit à son départ.

Le complot de Surate.

De concert avec le consul de France à Surate, Anquatil de Briancourt, Saint-Lubin projette de faire prendre la ville dont l'importance est considérable par sa richesse et par sa situation sur une côte assez à l'abri des Anglais, où cependant leur influence est pour lors prépondérante, par une escadre du roi ou par les Marates. Les anglais avertis exercent une surveillance active et ripostent en séquestrant Anquetil et sa famille, puis en le transférant à Tannah d'où ils ne le laissent regagner l'Europe que moyennant la renonciation à son poste de consul, ce qui revient à chasser les Français de Surate, le tout avec une violence qui montre l'importance qu'ils attachaient à la présence de Saint-Lubin sur la côte.

Guerre Anglo-Marate.

Le 18 novembre 1778 les Marates déclarent la guerre aux Anglais. Moins bien organisés et disciplinés que l'adversaire, ils en ont cependant raison à Talligan (11 et 12 décembre) et lui font signer la convention de Worgaüm. Le rôle modérateur de Sindia empêche la victoire d'être aussi profitable qu'elle aurait pu l'être. Les Anglais se tournent sur Surate où ils sont le 27 ou 28 février. La saison des pluies interrompt les opérations et Saint-Lubin part pour la France. Le silence hostile qu'on a fait sur lui ne permet pas de savoir la date précise de son retour.

Retour de Saint-Lubin.

Il ne dut partir que vers le mois de mai 1779 et mit plus d'un an à faire le voyage puisqu'il ne fut à Marseille qu'environ le 10 octobre 1780. Ce retard lui fut infiniment préjudiciable parce qu'ainsi il ne balançait point l'influence illégitime qu'eurent les affaires du vaisseau « Le Sartine » sur le jugement qu'on porta sur sa politique. Ses efforts chez les Marates furent ignorés. Cependant les Anglais ne les avaient point sous-estimés. Les documents manquent là encore pour arriver à des conclusions indiscutables, mais la conduite des Anglais et la coïncidence entre la présence de Saint-Lubin, les succès des Marates, la colère des Anglais et l'intelligence du plan aperçu et des idées exprimées de Saint-Lubin inclinent à la réhabiliter. On le laissa à ses affaires civiles, où la vérité est difficile à débrouiller, qui le menèrent le 16 janvier 1781 à la Bastille. Tous les mémoires et rapports qu'il en envoya restèrent lettre morte. Il finit par s'échapper entre le 15 mai 1782 et le 1^{er} août 1783, continua même après la signature de la paix, le 3 septembre 1783, d'écrire au ministre des morceaux remarquables. Le dernier date du 24

octobre 1783, et à partir de cette époque on ne sait plus rien de lui.

PIECES JUSTIFICATIVES

CARTES

TABLE DES MATIERES
